

Rare
20636 75-
p12

1. L'AGRICULTURE.
2. LA CHASSE ET LES PÊCHERIES.
3. L'INDUSTRIE MINIÈRE.
4. LES RESSOURCES HYDRAULIQUES.
- 5.A LES TERRES ET FORÊTS.
- 5.B LES AFFAIRES MUNICIPALES.
6. LA COLONISATION.
7. INDUSTRIE & COMMERCE & FINANCE.
8. LES COMMUNICATIONS:
 - A — La Voirie.
9. LES COMMUNICATIONS:
 - B — Les ponts et travaux publics.
 - C — Les transports.
10. LA SANTÉ.
11. L'ÉDUCATION ET LA CULTURE.
 - A — L'instruction publique.
 - C — Universités et collèges classiques.
 - D — Culture et Beaux-Arts.
12. L'ÉDUCATION ET LA CULTURE.
 - B — L'enseignement technique.
13. LA LÉGISLATION SYNDICALE.
- 14.A LA PRÉVOYANCE SOCIALE.
- 14.B LES FINANCES PUBLIQUES.

I

L'AGRICULTURE sous l'Union Nationale

1—**M. Duplessis** a rénové et modernisé l'agriculture de la province de Québec, par:

a) le crédit agricole qui a prêté:

\$200,000,000, de 1936 à 1960

(intérêt: 2%, amortissement: 1%, par an, remboursement: 4½ par an, pendant 20 ou 39 ans); 60,000 bénéficiaires;

b) l'électrification rurale — 1945:

\$35,000,000, de 1945 à 1960

58 coopératives en 15 ans, fermes électrifiées: 19% 1945, 97% 1959. Lignes 21,000 milles. Clients: 143,000;

c) le drainage des terres aux frais de l'Etat:

\$90,000,000, 1936-39, 1944-1960

Bénéficiaires: 55,000 fermiers. Superficie récupérée: 1,300,000 acres;

d) les améliorations par la machinerie lourde:

\$10,000,000, 1944-1960

1,200,000 acres améliorés; 200,000 bénéficiaires.

2—

Enseignement agricole.

8 écoles nouvelles: Chicoutimi, Nicolet, Ville-Marie, Brigham, La Ferme, Val d'Espoir, Ste-Anne-de-la-Pérade, Sherbrooke.

Budget: 1944, \$428,000.— 1956, \$1,700,000.

Médecine vétérinaire: nouvelle école à **St-Hyacinthe, 1951, \$850,000.**

3—

Nouvelles initiatives de 1944 à 1960.

1) Conseil supérieur de recherches — 1947.

2) Insémination artificielle — 1947 — centre à St-Hyacinthe, près de l'Ecole de Laiterie.

3) Commission Héon — 1952 — sur les problèmes agricoles. Rapport, 1956: recommande un office des marchés, réorganisation de l'enseignement agricole, révision de la loi des produits laitiers.

4) Lutte contre la margarine: fabrication et vente interdite dans la province de Québec — 1949.

5) Loi de défense de l'industrie laitière: 1953, prohibe la fabrication et la vente de tout succédané d'un produit laitier.

6) Protection sanitaire des animaux, 1949, qui prohibe l'importation d'animaux malades.

7) Marché central des produits agricoles à Montréal, **\$1,000,000, — 1951.**

8) Aide aux coopératives: 1944 à 1960, subsides **\$3,629,898.**

9) Entrepôts frigorifiques, octroi aux coopératives, 1944-60: **\$1,474,572.**

10) Office des marchés agricoles, 1956, pour coordonner la mise en vente des produits de la ferme et trouver de nouveaux marchés intérieurs et extérieurs.

- 11) Etablissement des fils de cultivateurs: octroi de \$300, porté à \$500, en 1957 et à \$1,000, en 1958.
- 12) Crédit agricole: 1959, prêt maximum porté de \$9,000, à \$10,000.
- 13) 1960: \$6,000,000 en subventions pour l'achat des engrais chimiques.
- 14) 1960: \$12,000,000 pour prêts à court terme dans le but d'améliorer les fermes du Québec.

4— **Autres sujets qui intéressent la classe agricole:**

- a) Abolition des dettes des commissions scolaires — \$175,000,000 — 1946 à 1960.
- b) Voirie rurale: 6,000 milles de routes prises à l'entretien par la Voirie, soit un tiers du budget.
- c) Entretien des chemins d'hiver: 34,400 milles de routes, par la voirie ou par des octrois: coût de l'entretien en 1958: \$37,750,000.
- d) Loi des aqueducs ruraux, 1956. En 1960, \$25,000,000 pour établissements de services d'aqueduc et d'égout dans les municipalités rurales.
- e) Pensions: vieillesse, mères nécessiteuses, aveugles, invalides.
- f) Décentralisation de la médecine: hôpitaux, sanatoriums, centres de diagnostic.
- g) Bureau de renseignements forestiers, pour terres à bois des cultivateurs.
- h) Meilleurs salaires pour les bûcherons, camps sanitaires.
- i) Écoles rurales nouvelles dans tous les comtés, hausse du salaire des institutrices.
- j) Octrois aux municipalités pour prévention des incendies: Subventions augmentées de \$1,000,000 à \$1,500,000 par an.
- k) Aide augmentée à la petite industrie, à l'artisanat, aux cercles de fermières.
- l) Aide aux caisses populaires: octrois de \$75,000, par an pour assistance technique.
- m) Orphelinats agricoles: \$545,777, octrois de 1944 à 1960.
- n) 5 cours d'été ménagers et agricoles pour filles de cultivateurs. \$290,792, en bourses d'étude, de 1944 à 1960.

Problème des prix agricoles.

- a) L'Etat provincial n'exerce de contrôle total que sur le développement de la production. Il a accompli son devoir.
- b) Au point de vue commercial la province n'a que des frontières ouvertes.
- c) Le commerce interprovincial et international relève du gouvernement fédéral.
- d) Le contrôle des prix est un problème principalement fédéral. Ottawa devrait faire pour les cultivateurs de l'Est, ce qu'il fait pour les fermiers de l'Ouest.
- e) Le problème des prix des produits agricoles n'est pas particulier à Québec. Il est général dans toute la Confédération.

2 LA CHASSE ET LES PECHERIES

sous l'Union Nationale

A - Les pêcheries maritimes

De 1936 à 1939

- a) Québec est la seule province du Canada qui gère ses pêcheries maritimes, depuis 1922.
- b) Jusqu'en 1936, elles sont dans le marasme. La crise de 1930 affecte les pêcheurs.
- c) L'Union Nationale rénove et modernise l'industrie de la pêche. La Gaspésie, les Iles-de-la-Madeleine, la Côte Nord lui doivent leur essor économique actuel.
- d) Jusqu'en 1936, on produisait de la morue séchée. L'Union Nationale dote le littoral de pêche d'un outillage pour la production du poisson frais ou congelé et l'utilisation des sous-produits de la morue: huile, farine de poissons.
- e) De 1936 à 1939, construction de **50 neigères** et de **10 entrepôts frigorifiques**.
- f) 1937, début du **mouvement coopératif** qui affranchit les pêcheurs de la tutelle des monopoles.
- g) 1938 — fondation de l'**École supérieure des pêcheries** à Ste-Anne-de-la-Pocatière.

De 1944 à 1960

- a) Construction et reconstruction de 44 neigères et de **40 entrepôts frigorifiques**:

\$2,500,000,

sous les 5 gouvernements de l'Union Nationale;

Gaspésie: les frigos de Barachois, Bonaventure, Caplan, Mont-Louis, St-Godefroid, Ste-Thérèse, Carleton, Paspébiac, Ruisseau Leblanc, Pointe-St-Pierre, St-Maurice, Belle Anse, Cap d'Espoir, Grande Rivière, Newport Island, Newport Pointe, Rivière-aux-Renards, Malbaie, Matane, Cap-des-Rosiers, Chandler, Gaspé, Cap-Chat, New-Richmond, St-Joachim, Cabano.

Iles-de-la-Madeleine: les frigos d'Etang-du-Nord, de Grande Entrée, et de Hâvre-aux-Maisons: Hâvre-Aubert, Cap-aux-Meules.

Côte Nord: les frigos d'Aganish, Blanc Sablon, Sept-Iles, Hâvre St-Pierre, la Tabatière, Mingan, Rivière-au-Tonnerre.

Rimouski: un frigo et un sècheur.

- b) De 1944 à 1956, construction de 11 hangars à classification, **3 sècheurs artificiels** de morue. Coût total \$457,000.
- c) De 1944 à 1960, 11 usines modernes de préparation du poisson frais et congelé, et modernisation de 20 usines à poisson salé et conserveries.
- d) 1948 — **Fondation de l'École d'apprentissage des pêcheries** de Grande Rivière. En 8 ans: 1,400 élèves.
- e) 1950 — Plan d'établissement rural et maritime des jeunes pêcheurs: **1,700 bénéficiaires, 1950-60.**

f) 1952 — **Chantier maritime de Gaspé.** Service de construction navale. Etape importante dans la modernisation des pêcheries. Le chalutier remplace l'ancienne barque à voile et à rame. **III chalutiers construits de 1952 à 1960.**

g) **Crédit maritime — Emprunts des pêcheurs:**

1956 — Fonds annuel de \$325,000, pour garantir le paiement d'une partie de l'intérêt sur les prêts et primes d'assurance sur la vie des emprunteurs.

1946-1960 — Les caisses populaires ont prêté aux pêcheurs \$2,256,000.

h) 1954 — Fondation de Radio-Pêcheries, service d'éducation pour les pêcheurs et de propagande pour la vente du poisson du Québec.

i) Le chalutier révolutionne l'industrie poissonnière: moins de pêcheurs en mer, mais accroissement du tonnage des prises; plus d'emploi à terre, dans les usines, pour fournir les chalutiers. Plus de production. Meilleurs bénéficiaires.

j) **Construction** de glacières à Havre-Aubert, La Tabatière, Newport Pointe et Aurigny.

Quatre laboratoires de recherche: La Tabatière, Grande Rivière, Cap-aux-Meules et Québec. A ce dernier endroit, en plus du laboratoire de biologie, le Département des Pêcheries a aménagé un Aquarium public.

Autres sujets:

L'Union Nationale a donné aux comtés maritimes:

- 1) **Santé: hôpitaux** à Matane, Chandler, Maria, Cap-aux-Meules, Blanc Sablon, Harrington, Hauterive, le sanatorium de Gaspé;
- 2) **Voirie:** route asphaltée du tour de la Gaspésie, chemin inter-insulaire des Iles de la Madeleine, chemin de Tadoussac à Baie Comeau et prolongement à Sept-Iles;
- 3) **Éducation:** 413 écoles nouvelles rurales et urbaines. Octrois au séminaire de Gaspé, etc.;
- 4) **Industrie:** l'ouverture des mines de cuivre et de zinc. Gaspé Copper: Murdochville; la pulperie de Chandler, 1937;
- 5) L'électricité de la Bersimis.
- 6) Les allocations sociales et l'assistance aux paroisses de colonisation.

B - La Chasse et Pêche.

Il s'agit de la chasse et de la pêche sportives.

- 1) L'Union Nationale a ouvert: Les parcs nationaux suivants: le Parc de la Gaspésie, le Parc du Mont Orford, le Parc La Vérendrye; les réserves de chasse et pêche de Mingan, Chibougamau et Mistassini; la rivière Matane et la Petite Cascapédia (pêche au saumon).
- 2) De 1944 à 1960, amélioration de toutes les stations de pisciculture: Gaspé, Tadoussac, Baldwin's Mills, St-Faustin, comté de Terrebonne. Embellissement du Jardin Zoologique de Charlesbourg. Construction du Laboratoire de Biologie et de l' Aquarium de Québec.

L'INDUSTRIE MINIÈRE

sous l'Union Nationale

L'activité minière a reçu, sous le gouvernement de M. Duplessis, une impulsion formidable avec l'ouverture des nouveaux districts de l'Ungava, Chibougamau, la Gaspésie, la Côte Nord, Matagami.

Pendant 40 ans, les libéraux ont gouverné la province sans même créer un ministère des Mines ni une Ecole de Génie Minier, ni une Usine-Pilote.

1936 à 1939

1936 Création du **ministère des Mines.**

1936 Prospection du pétrole en Gaspésie.

1937 Octrois pour la production du **fer titané.** 1950 chemin de fer de Havre St-Pierre au lac Allard; 1954 premier chargement d'ilménite pour l'usine de Sorel. **Depuis ce temps, production de bioxide de titane et de fonte. La fonte est exportée dans plusieurs pays du monde.**

1937 Division des chemins des mines. \$32,000,000 depuis sa fondation à mars 1960. Route de St-Félicien à Chibougamau, en 1952; longueur 145 milles. **Route de Matagami, en 1960; longueur totale 110 milles.**

1937 **Bourses d'étude en géologie, métallurgie et génie minier, 1936 à 1960: \$677,208.**

1938 Fondation de l'**École des Mines** par l'honorable Onésime Gagnon. Subvention de \$100,000 par an.

1944 à 1960

1945 Loi pour le développement de l'Ungava.

1946 Permis d'exploration à la Hollinger North Shore.

1949 Fondation d'**Iron Ore Co. of Canada.**

1950 **La Hollinger** rapporte la découverte de **plus de 400 millions de tonnes de minérai.** On commence le chemin de fer, incorporé en 1947 de Sept-Iles à Schefferville, 360 milles. Début de la production en juin 1954: **depuis ce temps 55 millions de tonnes ont été expédiées.**

1947 Début des **cours universitaires de prospection** qui se donnent maintenant à l'Université Laval de Québec, et à l'**École polytechnique de Montréal** chaque année.

1955 Début de la production à Murdochville, Gaspé Copper: gisement de 70 millions de tonnes. Usine et ville au coût de \$44,000,000. Electricité de la Bersimis.

Les mines

1950 Développement du district de **Chibougamau:** cuivre, or, à argent, zinc. Fondation des villes de **Chibougamau** et de **Chapais.** Route, chemins de fer.

1956 **Pontiac,** mine de fer Bristol — construction et entrée en production d'un atelier de concentration d'une capacité de **600,000 tonnes** par année (1958).— **Coût \$16,000,000.** **Argenteuil:** usine de Marelan, briques réfractaires \$9,000,000. **L'un des plus importants producteurs de briques réfractaires basiques au monde.**

- 1955 Prospection du pétrole et du gaz naturel dans la vallée du St-Laurent.
- 1956 Entrée en production de la **St-Lawrence Cement**, à Ville-neuve, coût \$11,000,000.
- 1956 **Bachelor Lake, Abitibi**: or, argent, plomb, zinc, cuivre. **Desmaraisville**: chemin minier à **Senneterre**.
- 1957 Lois pour le développement de gisements de fer dans la **Péninsule de l'Ungava**.
- 1957 Début des travaux d'exploration dans la région de **Matagami** — 1960, on commence la construction d'installations de production de minerai de zinc et de cuivre, coût \$22,000,000. Route.
- 1957 Début des travaux de développement de **Quebec Cartier Mining** dans la région du mont Reed — Production de 8 millions de tonnes de concentré par année. Commencera au cours de 1961. Construction d'un chemin de fer de 193 milles — 2 villes — installations portuaires. Coût prévu: \$200,000,000 au moins.
- 1953 Début des travaux de drainage du **Lac Noir** — 1959 entrée de **Lake Asbestos of Quebec à Black Lake**.
- 1960 Inauguration de l'usine pilote aménagée par le ministère des Mines de la province de Québec pour permettre des recherches sur le traitement des minerais.

Production minérale

	Valeur	Salaires
1940-1944	\$ 482,562,000	\$125,600,000
1957-1959	\$1,295,000,000	\$358,000,000

Notes sur le fer de l'Ungava

- 1) La rente annuelle de \$100,000 revisable tous les dix ans à partir de juillet 1958.
- 2) La loi des mines stipule que les droits varient de 4% à 7% selon que les profits dépassent \$10,000 ou \$3,000,000.
- 3) Pour le minerai exporté hors du Québec, le gouvernement peut exiger 21% au lieu de 7%.
- 4) La compagnie est soumise aux taxes scolaires, municipales, taxes de vente, impôt sur le revenu, etc.
- 5) La province a reçu, en 1955, \$0.05½ la tonne sur 4 millions de tonnes; elle recevra en 1956, \$0.10½ la tonne sur 8 millions de tonnes. Les taxes qu'elle a payées jusqu'ici s'élèvent à \$2,575,000, soit \$0.75 la tonne.
- 6) La compagnie estime que depuis le début on a dépensé \$450,000,000. Ce montant inclue l'équipement de construction, les salaires, les fournitures et les taxes.

7) Déclaration de l'hon. Louis St-Laurent:

“Quant à moi, bien que j'habite la province de Québec, je ne me plains pas des dispositions qui ont été prises en vue d'exploiter ces ressources — les gisements du nord-est du Québec.

“On sait qu'il existe du minerai là-bas, et on en parle depuis des dizaines d'années mais on n'a encore rien fait, sauf peut-être, par ici par là quelques discours. Or, des entreprises risquent de fortes sommes en ce moment pour prouver qu'il s'y trouve des richesses qu'on peut utiliser pour améliorer le sort des humains. Et c'est une très bonne chose à mon avis.

“Je sais: certains de mes amis ont reproché à l'administration provinciale le marché qu'elle a conclu. Pour ma part, je suis plutôt porté à croire qu'il faut la féliciter d'avoir conclu des ententes qui marquent le début de l'exploitation de cette richesse”. (Voir le Hansard, volume 92, page 710).

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

sous l'Union Nationale

L'ÉLECTRICITÉ:

La province de Québec possède le plus haut potentiel d'énergie électrique au Canada.

Concession à vil prix des ressources hydrauliques sous les libéraux. Ils vendent les chûtes de Shawinigan sur le St-Maurice pour \$60,000; la chûte de Grand'Mère pour \$4,500; le rapide des Chats sur l'Outaouais pour \$6,000; les forces du Saguenay, de la rivière Shipshaw à la chûte à Caron, pour \$3,000; les forces de la Grande Décharge du Lac St-Jean pour \$9,000; plus de 100 ventes de la sorte de 1896 à 1918.

1937 Loi de municipalisation de l'électricité.

1937 **Concurrence de l'État:** première centrale étatisée, rapide No. 7 sur l'Outaouais.

1937 Régie provinciale de l'électricité; diminution des taux obligatoires.

1945 **Ministère des Ressources hydrauliques.**

1945-60 **Développement de l'Hydro-Québec:**

- a) Centrales nos 1, 2 et 3 à **Beauharnois**. Puissance portée de **705,000 H.P. en 1944 à 1,718,800 H.P. au 1er janvier 1960**. Lorsque terminée au cours de 1961, l'installation totale sera de **2,234,700 H.P.**
- b) Sur l'**Outaouais Supérieur**, la centrale du Rapide VII a été portée à **64,000 H.P.** Construction de la centrale du Rapide 11 dont l'installation actuelle est de **48,000 H.P.** et où on projette de la porter à **64,000 H.P.**
- c) Construction des centrales de **Bersimis no. 1** dont l'installation est de **1,200,000 H.P.** et **Bersimis no. 2** où l'installation était de **513,000 H.P.** au 1er janvier 1960; la centrale de **Bersimis no. 2** aura une installation de **855,000 H.P.** lorsque terminée au cours de la présente année.
- d) Sur l'**Outaouais**, l'usine de **Carillon** dont la construction est actuellement en cours et qui aura une installation de **850,000 H.P.** lorsque terminée.
- e) **Rivières Manicouagan et aux Outardes:** Travaux préliminaires déjà commencés en vue d'un vaste programme d'installation d'au delà de **5,000,000 de H.P. en 5 usines**. Les travaux de régularisation du débit sur ces 2 rivières apporteront de plus une augmentation prévue de plus de **500,000 H.P.** aux usines existant déjà sur ces 2 rivières.
- f) Ligne de transmission à Chibougamau.

- g) Câbles sous-marins de 24 milles entre **Manicouagan** et **Les Boules**, comté de Matane, pour alimenter Murdochville.
- h) Interconnexion des réseaux privés avec celui de l'Etat.
- i) La ville de Mégantic a municipalisé l'électricité.

Forces hydrauliques installées dans la province de Québec:

au 1er janvier 1944:	5,847,322 H.P.
au 1er janvier 1960:	11,748,804 H.P.

L'installation en 1960 a donc atteint 200% de ce qu'elle était en 1945, ce qui revient à dire qu'elle a doublé en 15 ans.

De plus, les travaux en cours qui doivent être terminés en 1960 et 1961 augmenteront cette installation de 1,323,900 H.P.

Il faudrait tenir compte encore des travaux dont la réalisation sera complétée dans les prochaines années après 1961 et qui se chiffrent par 7,724,300 H.P.

Parmi ces travaux signalons ceux de l'**Hydro-Québec** sur la Manicouagan, à Carillon et à Lachine.

Activité de quelques compagnies privées:

De 1944 à 1960, parmi les grands travaux exécutés par les compagnies privées citons:

a) Shawinigan Water & Power:

Nouvelle usine à Shawinigan, rivière St-Maurice:	195,000 H.P.
Usine de La Trenche, rivière St-Maurice:	390,000 H.P.
Usine de Beaumont, rivière St-Maurice:	330,000 H.P.

b) Aluminum Co. of Canada Ltd:

Rivière Péribonka, Châte du Diable:	275,000 H.P.
Châte à la Savane:	285,000 H.P.
Châte des Passes:	1,000,000 H.P.

c) Manicouagan Power Co.:

Rivière Manicouagan — McCormick:	292,400 H.P.
----------------------------------	--------------

5a LES TERRES ET FORETS

sous l'Union Nationale

Les Forêts:

Québec est la première province forestière de la Confédération: 2/5èmes de la superficie boisée du Canada.

1937 Salaire raisonnable **des bûcherons.**

1937 La loi sur le **contrôle des richesses naturelles** décrète: après le 15 mars 1937, aucune concession minière, forestière, hydraulique à une compagnie qui n'est pas incorporée sous l'empire des lois de la province.

1947 Création de la **Scierie-École** et de l'**École de Protection des Forêts** à la Station Forestière de Duchesnay. \$2,356,397, consacrés à cette école depuis 1944.

Inventaire des richesses forestières pour séparer le domaine agricole du domaine sylvicole, et organiser l'exploitation rationnelle.

\$1,770,367, — Dépensés pour inventaire forestier depuis 1944. Etendue inventoriée: 17,107 milles carrés. Etudes photogrammétriques: étendue 46,828 milles carrés.

1949 Acquisition de la seigneurie de Mingan sur la Côte Nord, et la seigneurie Rioux à Rimouski.

1950 Construction (\$600,000), de l'**École de Génie Forestier** à Québec. De 1945 à 1959, \$1,115,000, en subsides.

1944-59 \$92,959, en bourses d'études à des diplômés d'université. \$409,975, distribués par le Ministère de la Jeunesse et du Bien-Être Social sous forme de bourses ou prêts d'honneur aux étudiants de Duchesnay et des universités.

1948-59 Vaste programme de reboisement, 20 pépinières permanentes ou temporaires. Bureaux de renseignements forestiers pour les cultivateurs.

\$2,902,017, ont été dépensés pour les pépinières et le reboisement.

Construction d'un entrepôt-réfrigérateur pour l'extraction des cônes et la conservation des semences forestières: \$230,000.

1945-59 Amélioration de la perception des droits de coupe. Elle a rapporté en 1945: \$5,500,000. En 1959: \$12,565,000.

1956 Régie du papier pour enrayer la hausse du papier-journal dans la province.

1944-59 \$292,810, en octrois à l'**Association Forestière Québécoise** et aux **Clubs 4-H.**

1959-60 Loi instituant l'**Ordre du Mérite Forestier.**

1960 Loi pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de **Belleterre, (Témiscamingue).**

3 lois spéciales pour assurer la stabilité et l'essor industriel de la ville et de la région de **Matane.**

5b LES AFFAIRES MUNICIPALES

sous l'Union Nationale

Au Canada, la municipalité est placée sous la juridiction exclusive de l'Etat provincial qui en est le créateur et qui seul peut traiter directement avec les institutions locales. L'Etat fédéral ne peut entrer en relation avec elles que par l'intermédiaire des Etats provinciaux. L'Union Nationale a apporté bien des améliorations à l'administration municipale.

1944 Création du Service provincial d'Urbanisme pour conseiller les municipalités en matière d'aménagement rationnel du territoire.

1946 Loi pour assurer le progrès de l'éducation.— But: améliorer la situation financière des commissions scolaires.

La Commission Municipale de Québec a été chargée de cette réorganisation financière. Le gouvernement a alors assumé \$102 millions de dettes des commissions scolaires.

1950 Refonte du Code municipal. Ce travail vient d'être terminé (1960).

1951-52 Pouvoir accordé aux municipalités de décréter l'entretien des chemins en hiver.

1955 Loi pour faciliter l'établissement de services d'aqueduc et d'égouts dans les municipalités de 7,000 âmes et moins (au recensement de 1951). Subvention totale portée à \$25 millions en 1959-60.

1956 Loi pour faciliter davantage le progrès de l'éducation: l'application de la Loi confiée à la Commission Municipale de Québec. Le gouvernement provincial assume 50% des sommes dues par les commissions scolaires jusqu'à concurrence d'un montant total de \$75 millions.

1959 Création de la Corporation de Montréal Métropolitain afin d'assurer aux municipalités de l'Île de Montréal une meilleure formule de gouvernement.

1960 Commission pour étudier un nouveau mode administratif pour la ville de Montréal qu'une session spéciale de la Législature étudiera à l'automne.

1960 Création d'un service de l'estimation des propriétés foncières afin de réaliser l'uniformité dans la province.

1960 Afin d'assurer une plus grande compétence dans l'administration, le salaire des employés des corporations municipales et scolaires a été haussé à compter du 1er mai 1960.

1960 Contribution des municipalités à l'assistance publique réduite à 12% dans les cités et villes et à 8% dans le cas des corporations régies par le Code municipal.

1960 En vertu d'une entente entre le Ministre des Affaires Municipales et la Cité de Québec, cette dernière reçoit un octroi de \$1,200,000 pour l'assainissement de la Rivière Lairet).

1944-60 Depuis 1943, le ministère des Affaires Municipales a donné 150 cours gratuits d'administration des affaires publiques et d'évaluation des propriétés foncières. En 15 ans, 11,317 fonctionnaires municipaux ont assisté à ces cours.

1960 L'hon. Antonio Barrette donne à Montréal \$4,000,000 pour la Place des Arts.

6

LA COLONISATION

sous l'Union Nationale

Le ministère de la Colonisation fut fondé sous le gouvernement national d'Honoré Mercier. Mais, avant Maurice Duplessis, on colonisait encore comme au temps de Champlain et de Maisonneuve.

L'ancien régime, pour remédier à la crise économique de 1930, lança le plan Vautrin qui fut une faillite.

1936 La classification des lots devient obligatoire. Séparation du domaine forestier du domaine colonisable. Affranchissement du colon de la tyrannie des concessionnaires forestiers. Le colon libre sur le lot libre. Tout permis d'exploitation forestière prend fin, dès qu'une terre passe au ministère de la Colonisation.

1940 C'est la guerre. Adélard Godbout a cédé les revenus de la province. Le gouvernement n'a plus d'argent pour la colonisation. On peuple les cimetières.

1944 Modernisation totale de la colonisation à partir de 1945 avec le retour de l'Union Nationale. On met à l'étude un plan rationnel.

LE PLAN BÉGIN

1945 Fonds de colonisation de \$16,000,000.

- a) Classification préalable des lots;
- b) inventaire de la superficie colonisable;
- c) système rationnel de primes et d'assistance financière;
- d) voirie de colonisation, construction de chemins d'accès et routes de communications;
- e) creusement d'un réseau de drainage;
- f) tracé à l'avance du plan de la future paroisse et du village;
- g) mécanisation du défrichement;
- h) construction préalable de la maison et déboisement de l'emplacement du jardin;
- i) écoles, unités sanitaires, électrification rurale, dès que le permet le développement de la paroisse;
- j) le plan Bégin a humanisé la colonisation.

1950 M. Bégin fonde l'Ordre du Mérite du Défricheur.

1959-60 Politique de subventions pour l'utilisation de la chaux.

1959-60 Enseignement gratuit pour les fils et filles de colons inscrits dans les écoles d'agriculture.

1959-60 Politique pour fomenter l'élevage d'animaux de boucherie dans la province de Québec.

Le système des primes:

Le colon reçoit des octrois qui totalisent, en 1960, \$4,370, ainsi répartis:

- 1) \$1,720 en primes d'installation;
- 2) \$1,050 en crédits d'organisation;
- 3) \$1,600 en primes statuaires;

En 1944, le maximum d'assistance ne dépassait pas \$2,000.

Les **primes d'installation** comprennent: les frais de transport, les allocations mensuelles de \$30 par mois selon le cas; les primes de jardin, de poulailler et d'électricité; l'aide pour la construction et la réparation de la maison et de la grange-étable.

Les **crédits d'organisation agricole**, pour achat d'animaux, d'instruments aratoires, le creusage d'un puits, etc.

Les **primes statuaires** de défrichement et de labour: de 1945 à 1960, en primes statuaires: \$15,280,000.

Le ministère a versé de 1952 à 1960, en:

	Total
1) Primes d'installation:	\$5,562,830.
2) Crédits d'organisation agricole:	\$2,716,028.
3) Primes statuaires:	\$9,882,719.
Défrichement motorisé, de 1952-60: 614,773 acres (essouchement, labour, hersage)	

Sommes globales consacrées à la colonisation:

1936-39: \$37,200,000	1948-52: \$42,200,000
1939-44: \$20,280,000	1952-56: \$47,500,000
1944-48: \$27,800,000	1956-60: \$57,438,000
1944-60: \$174,938,000	

Sous les 5 gouvernements de l'Union Nationale: \$212,148,000

Établissements:

De 1944 à 1960: 25,262 agriculteurs établis sur les terres du Québec. 21,360 de 1944 à 1956; 3,902 de 1956 à 1960.

On prétend que le ministère n'a pas ouvert de nouvelles paroisses. La politique actuelle vise à peupler et à consolider les paroisses de colonisation qui végètent parce qu'elles manquent d'habitants et à établir autant que possible les fils de cultivateurs à proximité de leurs parents. C'est une politique de colonisation intensive plutôt qu'extensive, la consolidation du domaine déjà colonisé.

Il faut conserver à la province de Québec sa base rurale comme l'a déclaré maintes fois le chef de l'Union Nationale.

INDUSTRIE & COMMERCE & FINANCE

sous l'Union Nationale

Par ses forêts, ses mines, son électricité, la province de Québec est avec l'Ontario la mieux avantagée de la Confédération canadienne.

La présence à Québec d'un gouvernement progressiste, une stabilité sociale que la démagogie subversive n'a pas ébranlée, une population honnête et laborieuse attirent le capital et l'industrie.

L'Etat du Québec, dans les limites de sa juridiction, fomenté toutes les activités économiques.

Caisses populaires

\$75,000 par an pour collaborer à leur succès.

Coopératives

1944-1960 \$5,104,420 d'assistance financière

Code de la coopération

1951 Commission pour réviser et compiler les lois qui affectent les syndicats coopératifs.

Les lois d'assurance

1949 Commission pour réviser les lois sur les assurances.

Courtage et valeurs mobilières

1955 Nouvelle loi des valeurs mobilières et nouvelle commission pour protéger le public et l'épargne et la spéculation.

LE MINISTÈRE de L'INDUSTRIE

Ses activités, 1944-1960

La tâche du ministère est essentiellement de propagande et d'information sur les possibilités industrielles de la province de Québec.

Le ministre a fait plusieurs tournées publicitaires aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, en Belgique, en Italie, en Suisse.

Plus de 250 industries étrangères se sont établies chez nous à la suite de ses voyages.

1937 Office de recherches scientifiques.

1937 Office de recherches économiques.

1945 **Le commissariat industriel:**

Il a été créé par l'hon. Beaulieu avec bureau à Montréal et Québec.

Il reçoit les industriels étrangers qui veulent ouvrir des usines dans la province et facilite la réalisation de leurs projets.

1945 Office de l'artisanat:

Depuis 1944, \$14,500,000 en octrois pour aider l'artisanat et la petite industrie.

Service de l'hôtellerie:

Ce service a pris de l'ampleur sous l'Union Nationale. Il surveille le progrès de l'industrie hôtelière au point de vue de la sécurité et de l'hygiène. Le ministère donne aussi deux cours d'hôtellerie par année.

Inventaire des richesses naturelles:

L'enquête a couvert 61 comtés. Mine de renseignements pour l'industrie.

1950 Création de la Centrale d'Artisanat à Montréal. Exposition annuelle.

Cartographie économique:

1952 On y dessine les cartes et les graphiques pour l'enquête sur les ressources naturelles et l'inventaire forestier.

1958 Exposition à Paris des produits du Québec.

1960 Ouverture d'agences de la province à Paris et à Londres.

Le bureau des statistiques:

Progrès considérables depuis 1944. Se compare aujourd'hui au Bureau fédéral des statistiques. Nombreuses publications.

7,000 industries nouvelles depuis 1944

Depuis 16 ans, 7,000 usines, fabriques et ateliers de toutes catégories ont surgi dans toutes les régions de la province.

VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1944	1959
Agriculture	\$ 391,000,000.	\$ 623,800,000.
Forêts	\$ 114,900,000.	\$ 285,400,000.
Pêcheries	\$ 5,400,000.	\$ 8,000,000.
Chasse	\$ 6,200,000.	\$ 2,000,000.
Mines	\$ 90,200,000.	\$ 461,900,000.
Usines Electriques	\$ 87,300,000.	\$ 200,000,000.
Produits Naturels:	\$ 695,000,000.	\$ 1,581,100,000.
Manufactures	\$2,929,700,000.	\$ 6,800,000,000.
Construction	\$ 131,100,000.	\$ 1,749,400,000.
Produits transformés:	\$3,060,800,000.	\$ 8,549,400,000.
Total:	\$3,755,800,000.	\$10,130,500,000.

L'Union Nationale a accéléré l'essor industriel du Québec. Elle a établi la base solide d'une richesse sans précédent et insoupçonné des générations antérieures.



LES COMMUNICATIONS

sous l'Union Nationale

A — La Voirie

La voirie moderne débute dans la province de Québec avec l'Union Nationale qui a refait le réseau routier en sa totalité.

Avant 1936

Le régime libéral s'était contenté de macadamiser ou d'asphalter le "chemin du Roi." Les routes étaient étroites et tortueuses.

Après 1936

Lorsque l'Union Nationale prend le pouvoir, il n'y a que 850 milles de routes en asphalte ou en ciment. De 1936 à 1939, on refait la route de Québec à Montréal, celle de Montréal à Ste-Agathe, celle de Montmagny à Rivière-du-Loup. On construit surtout la route de Mont-Laurier à Senneterre qui ouvre la voie directe de Montréal à l'Abitibi.

Après 1944

La voirie subit une éclipse durant la guerre. Elle est à refaire en entier à partir de 1945.

Le programme de l'hon. Talbot vise: 1) à rendre les communications plus rapides entre les grandes villes; 2) à faciliter l'accès aux provinces voisines et aux Etats-Unis; 3) et surtout à rattacher à Québec et à Montréal les régions éloignées telles que la Gaspésie, le Saguenay, le Lac St-Jean, l'Abitibi et le Témiscamingue.

Principaux travaux 1945-1960

- 1) Le boulevard Talbot, 130 milles,
- 2) Route 6 — Tour de la Gaspésie: 560 milles,
- 3) Route 55 — Tour du Lac St-Jean: 118 milles,
- 4) Route 2 — Repavée sur 120 milles,
- 5) Route transgaspésienne Ste-Anne-des-Monts — New Richmond: 87 milles, Route Anse-Pleureuse — Murdochville — Gaspé: 90 milles,
- 6) Route 15 — Québec — Baie Comeau — Sept-Iles,
- 7) Route 19 — Trois-Rivières — Grand'Mère — La Tuque: 29 milles,
- 8) Route 58 — Mont-Laurier — Senneterre: 163 milles,
- 9) Les routes de l'Abitibi et du Témiscamingue: 219 milles asphaltés,
- 10) La route interinsulaire des Iles-de-la-Madeleine.

Les travaux de voirie ont porté sur..... 20,607 milles

Construction, réfection et revêtement d'asphalte ou de ciment..... 7,707 milles

Renouvellement des revêtements d'asphalte ou de ciment..... 2,731 milles

Construction, réfection et gravelage..... 10,169 milles

En plus, 20,000 milles de chemins ont été rechargés de gravier.

Coût de la voirie 1945 à 1960:

Construction et améliorations	\$ 678,510,000
Entretien et administration	\$ 383,790,000
Total:	\$1,062,300,000

Le réseau routier en 1960:

Longueur totale	44,432 milles
Gravier	21,672 “
Revêtements permanents:	
asphalte ou ciment	11,588 “
routes entretenues par la voirie	28,403 “

Routes asphaltées:

Fin 1944	4,387 milles
Fin 1959	11,588 milles

Voirie rurale, (avril 1945 à avril 1960):

Routes rurales asphaltées	4,682 milles
Routes rurales construites, reconstruites et gravelées	9,564 “
Entretenues par la voirie	21,699 “

N.B.— Les grandes routes numérotées desservent aussi les régions agricoles.

La voirie d'hiver:

Entretien en 1943-44	3,500 milles
Entretien en 1959-60	34,400 “

soit par la Voirie, soit par des octrois aux municipalités.

La route Trans-Canada

On a toujours admis que le réseau routier tombe sous la juridiction exclusive des provinces.

Le gouvernement fédéral essaie, par la construction d'une route transcanadienne, de s'ingérer dans les affaires de la voirie.

La province de Québec est parfaitement reliée aux provinces voisines et aux Etats-Unis. Il importe d'abord de faire des routes pour les régions éloignées et atteindre les districts miniers du Grand Nord: l'Ungava, Chibougamau, Mistassini, la zone forestière et minière de Matagami.

Québec n'a pas un besoin urgent de cette route qui existe ici à de multiples exemplaires.

“Québec est prêt à collaborer, disait M. Duplessis, mais il n'appartient pas à Ottawa de faire les plans et devis. Québec n'acceptera aucune main mise fédérale sur les routes et la circulation routière.”

LES COMMUNICATIONS

sous l'Union Nationale

B — Les ponts et travaux publics

Situation en 1936

A l'avènement de l'Union Nationale, les ponts sont démodés comme la voirie. Des cages de ferraille à fond de bois enlaidissent le paysage. Il faut faire disparaître les ponts de bois.

De 1936 à 1939, le ministère des Travaux publics construit 164 ponts parmi lesquels il faut signaler le **pont du boulevard Pie IX**, à Montréal, qui remplace le bac de la rivière des Prairies, et le **pont Le Gardeur de Repentigny** qui donne accès au bout de l'Île.

4,000 ponts à construire

La guerre marque une accalmie dans la construction des ponts. La tâche reprend après le retour de l'Union Nationale. Un inventaire révèle à l'honorable M. Lorrain qu'il y a 4,000 ponts à remplacer.

Les structures permanentes

La province entre en 1944 dans l'ère des ponts permanents et modernes en béton armé. Leur élégance contraste avec les armatures de fer de l'ancien régime. Aucun péage n'est imposé aux automobilistes comme avant 1935. La construction des ponts est à la charge de l'Etat qui soulage de ce fardeau les municipalités.

Décentralisation des travaux

Aucune région de la province n'a été négligée, pas même la Côte Nord et les Îles-de-la-Madeleine.

Construction des ponts 1944-1960

Régions:	Ponts
Québec	146
Saguenay	166
Bas du Fleuve	236
Cantons de l'Est	468
Mauricie	227
Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	308
Pays de l'Outaouais	438
Montréal	93
Richelieu	213
Chaudière	228
Labelle, Abitibi, Témiscamingue	179
Total:	2,702
1936-39	164
Total en 19 ans	2,868

Sommes dépensées en 19 ans:

Construction de ponts 1944-60	\$157,073,055,60
Entretien des ponts 1944-60	\$ 27,395,353,57
	<hr/>
	\$184,468,409,17
Construction, entretien 1936-39	\$ 3,618,000,00
TOTAL EN 19 ANS	\$188,086,409,17

Principaux ponts construits de 1956 à 1960:

- 1) Le pont Louis-Hypolite Lafontaine, (\$1,381,033)
- 2) Le pont Arthur Sauvé, (\$1,794,181)
- 3) Le pont Mgr Langlois à Valleyfield, (\$8,346,657)
- 4) Le pont de Québec, approches, voie carrossable (\$5,675,000)
- 5) Le pont Duplessis, aux Trois-Rivières, (\$3,700,000)
- 6) Le pont de Chambly, à Fort Chambly, (\$2,700,000)
- 7) Le pont de Donnacona, Portneuf, (\$903,279)
- 8) Le pont de Maria-New Richmond, (\$1,166,049)
- 9) Le pont de St-Jean-Iberville, (\$5,000,000)

Sommes dépensées depuis 1944 à 1960 pour aider les municipalités à se protéger contre l'incendie:

de 1944 à 1960..... \$10,217,170,66

Le réseau routier en 1960

Les ministères de la Voirie et des Travaux publics ont accompli une tâche colossale.

De 1945 à 1960, le total des routes asphaltées s'est accru de 7,200 milles, plus 2,868 ponts neufs en béton armé.

L'État a consacré aux voies de communication depuis 15 ans:
\$1,246,768,000

Voirie: \$1,062,300,000 Ponts: \$184,468,000

C — LES TRANSPORTS

Dans le domaine des communications routières, la province de Québec a occupé toute l'étendue de sa juridiction.

La province avait déjà une régie des transports. Le gouvernement fédéral menaçant de s'ingérer dans le transport routier et la circulation, M. Duplessis a créé, en 1952, un ministère provincial des transports.

La Province de Québec a été la première au Canada à avoir son propre Ministère des Transports et Communications, et la première aussi, à régir les entreprises de transport en commun, et les services de camionnage. Depuis, les autres provinces sont venues étudier notre législation et en ont adopté une identique.

La Régie des Services Publics a sous son contrôle, les services d'aqueduc, de téléphone, des traversiers et des entreprises de cabotiers. Cette Régie fait aussi partie du Ministère, et rend de très grands services à la population.

Le Ministère des Transports et Communications poursuit une campagne constante en vue d'assurer la sécurité routière. Près de 100,000 élèves reçoivent des cours de sécurité dans les écoles, et des campagnes d'éducation sont menées dans les journaux, la radio, et à la T.V. Ces campagnes ont donné des résultats.

En 1953, alors qu'il y avait à peu près 700,000 véhicules-automobiles en circulation sur les routes, les pertes de vies atteignirent 901. En 1959, avec 1,200,000 véhicules environ, soit près du double, le chiffre des pertes de vies fut 871.

Des modifications profondes apportées au Code de la Route cette année permettront sans doute de réduire davantage le nombre des tragédies.

10 L'HYGIÈNE ET LA SANTÉ

sous l'Union Nationale

L'ancien régime avait négligé d'améliorer l'état sanitaire d'une grande partie de la province, en particulier les régions éloignées.

L'Union Nationale a réalisé dans le domaine de l'hygiène une tâche sans précédent dans l'histoire de la province et même du Canada.

- 1936 Fondation du ministère de la Santé et de la Division de l'hygiène industrielle.
- 1937 Hôpital aux Iles de la Madeleine.
Assistance médicale aux colons. En 1956, 110 infirmières dont 42 dans l'Abitibi et le Témiscamingue.
- 1938 Division de la Tuberculose, Sanatorium de Mont-Joli.
- 1939 L'Institut microbiologique de Montréal.

1944 à 1956

- 1944 L'Union Nationale met en chantier le programme de construction d'hôpitaux et de sanatoriums le plus vaste qu'on ait vu au Canada.
Décentralisation de la médecine pour desservir les campagnes et les régions les plus lointaines des confins de l'Abitibi au Labrador.
- 1946 L'Ecole d'Hygiène de Montréal.
\$10 millions pour combattre la tuberculose.
- 1947 Loi pour favoriser l'établissement de médecins à la campagne.
- 1950 Loterie provinciale pour l'assistance publique. **Ottawa refuse sa permission.** L'Angleterre vient de créer une loterie.
- 1951 \$15 millions pour l'hospitalisation des maladies mentales.
- 1953 L'Institut de cardiologie à l'hôpital Maisonneuve.
- 1955 \$8 millions pour établir des centres de diagnostic.
- 1960 Mortalité infantile réduite de 50%.
- 1944-60 \$748,640,000. total dépensé pour la Santé.
- 1944-60 \$593,743,000. pour l'Assistance publique.

Budget du ministère en 1960: \$73,000,000.

1945-60 \$362,000,000. pour la Santé dans l'Île de Montréal.

1944 à 1960

Construction et agrandissement de sanatoriums, d'hôpitaux, d'hospices et orphelinats:

171 édifices nouveaux au coût de **\$204,282,000.**

Plus de **31,627 lits** à la disposition des malades.

**Développement des institutions
du 1er avril 1944 au 31 mars 1960**

	nou.	ag.	lits.	octrois
Hôpitaux généraux	67	41	15,524	\$119,518,003,41
Sanatoriums	6	7	2,422	29,344,831,70
Hôpitaux pour malades mentaux	4	5	8,266	37,907,594,64
Hospices et Orphelinats .	8	7	2,302	6,526,717,40
Hôpitaux spéciaux	12	14	3,113	10,985,788,39
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	97	74	31,627	\$204,282,935,54

Principales constructions

Hôpitaux	octrois
Sanatorium de Rosemont, Montréal	\$4,450,000
Hôpital Maisonneuve, Montréal	3,000,000
Hôpital Ste-Justine, Montréal	3,220,000
Mont Providence, Montréal	3,000,000
St-Michel Archange, Québec	3,300,000
Sanatorium Cook, Trois-Rivières	3,320,000
Sanatorium de Mont-Joli, Matane	2,250,000
Sanatorium Bégin, Dorchester	2,950,000
Sanatorium Ross, Gaspé	5,235,000
Sanatorium de Macamic, Abitibi	3,205,000
Hôpital Ste-Elizabeth, Roberval	3,842,000
Institut Bruchési, Montréal	1,000,000
Hôpital BCG, Montréal	1,000,000
Royal Victoria, Montréal	2,083,000
Montreal General Hospital	2,492,000
Hôpital Ste-Jeanne d'Arc, Montréal	1,147,000
Allan Memorial Institute, Montreal	1,600,000
Hôpital St-François d'Assise, Québec	1,010,000
Hôtel-Dieu, St-Jérôme, Terrebonne	1,070,000
Hôpital St-Eusèbe, Joliette	1,050,000
Hôpital Sacré-Cœur, Hull	2,200,000
Hôtel-Dieu, Sorel	1,075,000
Sherbrooke Hospital	1,346,000
Hôtel-Dieu, Montmagny	1,210,000
Hôtel-Dieu, Chicoutimi	1,900,000
Hôpital St-Joseph d'Alma	1,346,000
Hôtel-Dieu de Jonquières	1,350,000
Hôtel-Dieu de Hauterive	701,000
Hôpital de Blanc Sablon	717,000
Hôpital de Mont-Laurier, Labelle	742,000

L'Union Nationale a réalisé pour la protection sanitaire du capital humain de la province de Québec une œuvre incomparable qui a mérité à son gouvernement des félicitations universelles y compris celles des autorités fédérales.

**“Québec marche, dans le domaine de l'hygiène, à la tête
de la Confédération.”**

II

L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

sous l'Union Nationale

A — L'instruction publique

L'article 93 de la Constitution de 1867 reconnaît aux provinces l'autorité exclusive sur l'éducation. Il ne permet au gouvernement fédéral d'y intervenir que pour la protection des minorités.

Québec s'est remarquablement comporté dans le domaine de l'éducation. Sous l'Union Nationale, l'instruction à tous ses degrés, de l'enseignement primaire à la culture universitaire, s'est développée avec une ampleur inouïe.

1946 M. Duplessis constitue, grâce à un impôt sur le revenu des compagnies qui exploitent nos ressources naturelles, un fonds d'éducation.

1960 Rachat des dettes des corporations scolaires: \$175,000,000.

1949 \$41,000,000: part du gouvernement,

\$34,800,000: part des corporations scolaires.

Pour la première fois, la contribution de l'Etat dépasse celle des parents.

1960 Nombre des élèves: 1,106,480

Ecoles catholiques: 991,300

Ecoles protestantes: 115,180

1944 4,689 écoles neuves,

à 4,383 écoles catholiques,

1960 305 écoles protestantes.

1944 Octrois pour construction d'écoles: \$228,862,898,67

à Ecoles catholiques: \$208,100,262,53

1960 Ecoles protestantes: \$ 20,726,636,15

1960 46 instituts familiaux,

77 écoles moyennes familiales,

79 établissements post-scolaires,

Octrois en 1959-60: \$710,000,00

1960 Instituteurs, salaire moyen: \$4,464.

Institutrices, salaire moyen: \$2,079.

1935 7,000 instituteurs ne gagnent pas \$400,00 par an.

Budget de l'Instruction publique en 1960:

1959-60 — \$ 94,777,000,00

1960-61 — \$109,828,200,00

L'éducation primaire, sous l'Union Nationale, est devenue accessible à toutes les classes. La condition des instituteurs est meilleure que sous les régimes antérieurs.

C — Universités, collèges classiques,

D — Culture et Beaux Arts

La culture universitaire doit à l'Union Nationale un encouragement constant et de notables initiatives.

1938 L'hon. M. Gagnon fonde l'Ecole des Mines et l'Ecole supérieure des Pêcheries.

1939 L'hon. M. Paquette fonde l'Institut de Microbiologie et en 1946 — L'Ecole d'Hygiène, à Montréal.

1950 \$ 800,000 pour la construction de l'Ecole de Commerce,
à \$ 600,000 pour l'Ecole de Génie Forestier,

1960 \$14,158,674 pour la construction de l'Ecole Polytechnique,
\$ 750,000 pour la Faculté des Sciences de l'Université de Sherbrooke,

\$1,500,000 à l'Université Laval.

1960 Place des Arts, Montréal: contribution de \$4,000,000.

1944-45 à 1959-60 Octrois aux Universités:

Laval	\$ 43,041,569.86
Montréal	\$ 65,640,138.68
McGill	\$ 25,849,533.70
Bishop's College	\$ 2,453,500.00
Sherbrooke	\$ 2,397,000.00
Sir George Williams	\$ 1,505,305.00
Total:	\$140,887,047.84

Octrois aux collèges classiques, nouveau barème:

L'Union Nationale a haussé la subvention annuelle de \$10,000. à \$25,000. — Total aux collèges en 1960: \$1,588,000.

1959-60 Octrois de tous genres: \$34,623,000.

L'Etat maintient par des octrois annuels les écoles qu'il a fondées: l'Ecole des Mines, l'Ecole d'Hygiène, etc., de même qu'il subventionne plusieurs facultés universitaires.

10 ministères collaborent à l'éducation soit par les écoles qu'ils maintiennent ou par leurs octrois.

En 1960-61: Québec consacre pour l'éducation: \$152,760,800

Aucune province ne dépense davantage.

L'Union Nationale, sur le plan culturel, à subventionné: les Congrès de la langue française, l'achat du Musée Provencher et des archives de sir Thomas Chapais, la protection des monuments historiques, une salle de concerts à Montréal: \$2,500,000, la campagne de refrancisation et d'aide à l'artisanat de Paul Gouin et autres initiatives nouvelles.

“L'Union Nationale a sauvé la culture et le caractère distinctif de la province de Québec dans la Confédération.”

L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

sous l'Union Nationale

B — L'enseignement technique

L'instruction technique a pris dans la province de Québec une place sans précédent dans notre histoire. L'Etat du Québec a construit, en dix ans, le réseau d'écoles spécialisées le plus complet au Canada.

Avant 1946, la province ne comptait que 4 écoles techniques et quelques centres d'initiation artisanale.

1946 Fondation du ministère du Bien-Etre social et de la Jeunesse, chargé de l'Aide à la Jeunesse par la formation professionnelle; la prévoyance sociale; l'enfance abandonnée; la prévention et la réforme de la délinquance juvénile; le bien-être général de la population.

1946 L'hon. Paul Sauvé entreprend la réforme de l'enseignement technique et couvre la province d'écoles d'arts et métiers. Il donne à notre peuple ce qui lui fait le plus défaut dans le passé: l'éducation professionnelle.

Cet enseignement se divise en quatre catégories:

- 1) les écoles techniques,
- 2) les écoles d'arts et métiers,
- 3) les écoles spéciales,
- 4) les cours de métiers des écoles de protection de la jeunesse.

1959 Le ministère du Bien-Etre social et de la Jeunesse est divisé légalement en 2 entités distinctes:

- a) **ministère de la Jeunesse;**
- b) **ministère du Bien-Etre social.**

Ce qui suit, ne concerne que le département de la jeunesse:

1946-1960

Québec a dépensé \$119,315,946,69 en 14 ans, pour les écoles spécialisées.

En mai 1960, Québec possédait 56 écoles d'enseignement spécialisé: **10 Écoles techniques**, Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Arvida, Chicoutimi, Lauzon, Shawinigan, Rimouski, Sherbrooke, (les 6 dernières créées par l'Union Nationale).

En septembre 1960, une nouvelle école technique ouvrira ses portes à Montréal, soit l'**Institut de technologie Laval**, situé à 9155, rue St-Hubert, Montréal; c'est une nouvelle construction qui remplacera l'École de métiers de Montréal, section Nord.

9 ÉCOLES SPÉCIALES:

Montréal l'École des arts appliqués;
 l'École des arts graphiques;
 École des métiers commerciaux;
 École des métiers féminins;
 École des métiers de l'automobile;

- St-Hyacinthe.....l'École des textiles;
Trois-Rivières.....l'École de papeterie et le moulin minia-
ture;
Rimouski.....l'École de Marine et le navire-école St-
Barnabé;
Québec.....École des métiers de l'automobile.

37 ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS:

Alma, Amos, Asbestos, Cabano, Cap-de-la-Madeleine, Drummondville, Granby, Grandes Bergeronnes, Grand'Mère, Iles-de-la-Madeleine, Joliette, Knowlton, La Malbaie, La Tuque, Louiseville, Matane, Mont-Joli, Mont-Laurier, Montmagny, Montréal est, Montréal ouest, Mont-St-Antoine, Plessisville, Port-Alfred, Rivière-du-Loup, Rouyn, Ste-Anne-des-Monts, St-Gabriel-de-Brandon, St-Jean, St-Jérôme, Salaberry-de-Valleyfield, Shawbridge, Sorel, Thetford-les-Mines, Trois-Rivières, (Patronage St-Charles) Victoriaville. **De plus, nous commençons cette année, la construction d'une école de métiers à Gaspé, à St-Georges-de-Beauce.**

Fréquentation: année 1958-59, le jour 12,692 élèves,
le soir 17,730 élèves

cours spéciaux: 843 élèves et 2193 aux cours de bricolage.

En 14 ans: 355,428 élèves.

Bourses d'études de 1946 à 1960: \$19,786,020,90 à 112,869 étudiants des Universités, etc.

Services créés de 1946 à 1960

- 1) Direction générale de l'enseignement spécialisé. Elle coordonne l'instruction appropriée à chaque région. Elle a établi l'équivalence des diplômes et des études.
- 2) L'Office des cours par correspondance.
- 3) Les manuels techniques français.
- 4) Le Service d'orientation.
- 5) Les cours d'efficacité industrielle.
- 6) Les cours de culture populaire.
- 7) L'École ménagère pratique Mgr Desmarais à Upton et l'École Ménagère pratique Ste-Germaine ne sont pas des écoles régies par la Loi de l'enseignement spécialisé; elles relèvent des services de l'aide à la jeunesse.

Le budget en cours pour le département de la jeunesse seulement est de \$25,877,000, alors qu'en 1956 le département du bien-être social et de la jeunesse avait un budget de \$36,581,500.

L'État provincial, sous l'Union Nationale, en développant l'enseignement technique, a réalisé l'œuvre d'éducation la plus urgente de notre histoire. Elle sera son meilleur titre à la reconnaissance de la postérité.

13 LA LÉGISLATION SYNDICALE ET OUVRIÈRE

sous l'Union Nationale

Les travailleurs doivent à l'Union Nationale la majeure partie de la législation ouvrière de la province de Québec. Le Bureau International du Travail la considère comme l'une des plus avancées au monde.

Les relations ouvrières

1937 Reconnaissance légale du droit à l'union.

1938 Création du Service de conciliation et d'arbitrage.

Conciliations: 1940-44, 82 1945-59, 7,939

Arbitrages: 1940-44, 19 1945-59, 2,183

Grèves: 1940-44, 355 1945-59, 539

Conclusion: 28 fois plus de conciliations, 31 fois plus d'arbitrages, 2 fois moins de grèves sous l'Union Nationale.

1945 La majorité requise pour la reconnaissance syndicale réduite de 60% à 50% plus un.

1944: 673 syndicats et 175,000 syndiqués,

1958: 1,435 syndicats et 295,777 syndiqués.

1946 Adoption du **Code de Plomberie**.

1948 Délai maximum entre la formation d'un comité d'arbitrage et la sentence arbitrale: **3 mois**.

1950 Représentants ouvriers à la Commission des Relations ouvrières. Les conventions collectives portées de un an à 2 et 3 ans.

1951 Suppression des recours dilatoires aux tribunaux contre les décisions de la Commission des Relations ouvrières et des comités d'arbitrage.

1952 Interdiction des unions de compagnies.

1954 Cancellation des certificats des syndicats qui ont des dirigeants communistes.— Idem dans le cas de grèves dans les services publics.— Création d'un comité des relations industrielles à l'Assemblée législative.

1959 Le droit à l'Union renforcé. Pénalités plus sévères prévues dans le cas des infractions à la loi des Relations Ouvrières ou des désobéissances aux décisions de la Commission des Relations Ouvrières.

1959 La parité établie au sein de la Commission des Relations ouvrières.

1960 Amendement au Code de Procédure civile permettant aux unions ouvrières d'instituer des procédures sur production d'un certificat attestant que l'union est une union de bonne foi au sens de la Loi.

1960 Le Conseil Supérieur du Travail reconstitué a entrepris la rédaction d'un **Code du Travail** qui sera soumis à la Législature provinciale en septembre prochain.

Les salaires raisonnables

1937 Loi du salaire minimum pour les hommes.

1938 **Ordonnance No. 4** — La charte des petits salariés, applicable à tous les travailleurs sans exception.

1946 Paiement du surtemps fixé à une fois et demi le salaire réel et non le salaire légal. Les vacances payées obligatoires; **800,000 bénéficiaires**.

1949 Timbres de vacances dans l'industrie du bâtiment.

- 1946-50-51-52-53-57-60 Hausse du salaire minimum de l'Ordonnance No. 4 de 40%, 20%, 10%, 10%, 11%, 22% et 22%.
- 1948-50-51-57-60 Hausse du salaire minimum des bûcherons, Ordonnance No. 39 de 40%, 20%, 10%, 15% et 16%.
- 1947: 654 contrats de travail, 91,500 salariés.
 1959: 1,891 contrats de travail, 249,907 salariés.
 1945: 170,000 salariés régis par contrats et décrets.
 1959: 471,000 salariés régis par contrats et décrets.
 1944: Salaire global contrôlé, \$1,384,000,000.
 1959: Salaire global contrôlé, \$4,210,000,000.
- 1960 Semaine de 48 heures établie à compter du 1er mai 1960 dans toute la Province.
- 1960 Suppression de la Zone No. 3.

Les accidents du travail

- 1936 Libre choix du médecin de l'accidenté.
- 1937 Représentation ouvrière à la Commission des Accidents du Travail.
- 1938 Admission des maladies industrielles.
- 1945 Loi de l'Aide à l'Apprentissage. 12 commissions: bâtiment, chaussure, coiffure, imprimerie, automobile et horlogerie.
- 1948 Pensions aux employés de compagnie.
- 1946 Fondation du Bureau d'hygiène industrielle.
- 1946-47-48-50 Cliniques à Thetford-les-Mines, Asbestos, Noranda et Bourlamaque pour l'amiantose et la silicose.
- 1947 Clinique de réhabilitation des accidentés du travail à Montréal
- 1960 Clinique de réhabilitation des accidentés du travail à Québec.
- 1945 Service de placement des accidentés du travail; 1946, des bûcherons; 1947, des tuberculeux guéris; 1953, des infirmes.
- 1944 Le salaire de base pour calcul de l'indemnité était de \$2,000; la pension aux veuves était de \$40,00; et l'allocation aux enfants était de \$10,00; celle des orphelins de \$15,00.
- 1954 Le salaire de base pour le calcul de l'indemnité est porté de \$3,000 à \$4,000; 1955, le pourcentage du salaire payable à titre d'indemnité est porté de 70% à 75%; la pension à la veuve d'une victime d'un accident mortel est haussée de \$45,00 à \$55,00 par mois; l'allocation aux enfants mineurs haussée de \$10,00 à \$20,00 par mois; aux orphelins de \$15,00 à \$30,00 par mois.
- 1959 Le salaire de base pour calcul de l'indemnité porté de \$4,000 à \$5,000; la pension à la veuve d'une victime d'un accident mortel haussée de \$55,00 à \$75,00 par mois; l'allocation aux enfants mineurs de \$20,00 à \$25,00 par mois; aux orphelins de \$30,00 à \$35,00 par mois.
- 1955 La période d'attente réduite de 7 à 5 jours.
 L'Union Nationale a aidé la classe ouvrière. Elle a donné aux travailleurs du Québec une législation sociale moderne et humaine.

14a LA PRÉVOYANCE SOCIALE

sous l'Union Nationale

La prévoyance sociale tombe sous la juridiction des provinces. Mais, Ottawa a essayé de la partager avec elles (pensions aux vieillards, aux aveugles, aux invalides) ou de l'accaparer totalement (assurance-chômage, allocations familiales).

L'Union Nationale a donné à Québec ses principales lois sociales. Elle a versé, depuis leur création, en **allocations sociales**:

1936 pensions de vieillesse, 1936-60 \$247,120,000

1937 mères nécessiteuses, 1938-60 \$140,461,714

1937 pension aux aveugles, 1938-60 \$ 25,812,160

1951 assistance-veillesse, 1952-60 \$128,597,597

1955 pensions aux invalides, 1955-60 \$ 53,609,320

1954 Création de la Commission des allocations sociales.

1959 Création du ministère du Bien-Etre social comme entité distincte. Juridiction: les allocations sociales, la protection de la jeunesse, l'assistance publique.

Écoles de protection de la jeunesse

Contribution:	Province	Municipalités
1958-59	\$ 2,287,533	\$ 538,393
1960-61	\$ 2,913,800	nil

A noter que la contribution des municipalités a été abolie dans le cas des enfants placés dans les Ecoles de Protection.

L'assistance publique

Contribution	Province	Municipalités
1958-59	\$17,862,582	\$6,315,831
1960-61	\$32,000,000	650,000

Les municipalités ne contribueront plus que pour les enfants normaux en institution. Tout le reste de l'Assistance publique, en dehors de l'hospitalisation, est à la charge entière de la province.

L'Assistance aux sinistrés

- 1944 Le gouvernement provincial est venu en aide à plusieurs à localités affectées par des incendies ou des cataclysmes:
- 1960 Rimouski (\$8,145,500), Cabano (\$200,000), Nicolet (\$7,758,200), St-Urbain, St-Nérée, St-Fabien, Cap-Chat, la Beauce, etc.

Le crédit urbain

- 1951 **L'Union Nationale** protège les petits salariés en établissant une régie et en congelant les loyers.
- 1948 Lois pour améliorer les conditions de l'habitation et favoriser la construction de logis familiaux.
- 1948-69 \$75,000,000 à la disposition des emprunteurs. Contribution du gouvernement: paiement de l'intérêt jusqu'à 3%, \$32,272,000. Montant engagé: \$77,300,000. Cadeau à chaque emprunteur: \$1,983.
- 1948-60 38,956 prêts représentant un capital de \$260,830,000. Résultat: 33,948 maisons familiales, 5,008 à deux logements; 38,956 logements et 165,390 personnes logées.

La Prévoyance sociale dans la province de Québec est l'oeuvre de l'Union Nationale.

14b LES FINANCES PUBLIQUES

sous l'Union Nationale

L'Union Nationale a dû livrer, depuis 1944, une lutte acharnée pour empêcher le gouvernement d'Ottawa d'accaparer les pouvoirs de taxation que la Constitution de 1867 reconnaît aux Etats provinciaux et récupérer les revenus cédés par Adélard Godbout en 1942.

Voici les étapes de cette lutte victorieuse contre la centralisation fédérale:

- 1945 Maurice Duplessis refuse de renouveler les ententes fédérales-provinciales de 1942 et récupère le droit de taxer le revenu des personnes et des corporations, les successions, la gasoline.
- 1947 Le Parlement de Québec taxe le revenu des corporations.
- 1954 Maurice Duplessis établit l'impôt provincial sur le revenu des personnes et obtient du gouvernement fédéral la déductibilité de 10%, augmentée ensuite à 13% par l'honorable Fleming.
- 1960 L'honorable Antonio Barrette établit un impôt de 1% sur le revenu des corporations afin de régler le problème des universités et conserver l'autonomie de la Province en matière d'éducation.

Augmentation du revenu de la Province

Sous l'Union Nationale les revenus de l'Etat provincial ont augmenté considérablement:

1935	\$ 31,985,000.00
1939	60,836,000.00
1940	55,650,000.00
1945	96,037,000.00
1950	207,249,000.00
1955	335,076,000.00
1960	570,883,000.00

Les prévisions budgétaires pour 1960-61 établissent le revenu de l'Etat provincial à \$596,626,000.00 et voici le détail des dépenses prévues pour chaque ministère:

Affaires municipales	\$ 6,055,400.00
Agriculture	33,762,000.00
Bien-Etre social	82,282,100.00
Chasse	4,895,000.00
Colonisation	15,125,000.00
Conseil exécutif	9,417,000.00
Finances	10,413,700.00
Industrie et Commerce	2,523,000.00
Instruction publique	109,828,200.00
Jeunesse	25,877,000.00
Législation	1,604,000.00
Mines	6,716,000.00
Pêcheries	4,386,000.00
Procureur général	20,681,000.00
Ressources hydrauliques	5,499,000.00
Santé	74,166,000.00
Secrétaire de la Province	4,766,500.00
Terres et Forêts	9,520,000.00
Transports et Communications	922,000.00
Travail	3,851,000.00
Travaux publics	52,499,000.00
Voirie	111,887,000.00

